



Communiqué de presse

G7 : peu d'avancées à Biarritz Les inégalités ont encore de beaux jours devant elles

Paris, le mardi 27 août 2019 – Que tirer du G7 français de Biarritz du 24 au 26 août dont l'ambition affichée était la lutte contre les inégalités ? Pour le C7 coordonné par Coopération SUD, plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale rassemblant plus de 170 organisations, pas grand-chose. De ce point de vue, les attentes sont déçues. Peu d'engagements ont été pris et les recommandations des organisations de la société civile sont restées, pour beaucoup, lettre morte. Les inégalités ont encore de beaux jours devant elles.

Emmanuel Macron avait placé la présidence française du G7 sous le prisme de la lutte contre les inégalités. Ces intentions avaient reçu un écho favorable du C7 et des membres de Coopération SUD et les conclusions du sommet étaient attendues. **Il est peu de dire que les attentes ont été déçues.**

Certes, des initiatives ont été annoncées. **En matière climatique**, l'annonce orale du doublement de la contribution par l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France au Fonds vert (mécanisme financier des Nations unies pour lutter contre les effets des changements climatiques) est positive mais insuffisante. La déclaration finale des chef-fe-s d'État et de gouvernement ne mentionne même pas la question du climat et de la biodiversité, ce qui n'est pas pour nous rassurer sur la volonté politique de prendre à bras le corps ce sujet. L'aide apportée à l'Amazonie, nécessaire, ne règle pas les problèmes de fonds qui passent, notamment, par l'arrêt de notre dépendance aux importations de soja pour lesquelles la forêt amazonienne est saccagée chaque jour. Si la suspension de la signature du traité UE-Mercosur par la France va dans le bon sens, elle reste à confirmer pour le C7.

En matière d'égalité femmes-hommes, les pays du G7 avec l'Australie, l'Inde, le Chili et le Sénégal se sont engagés sur la base du bouquet législatif proposé par le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes visant à abolir les lois discriminatoires et à adopter des lois ou des politiques publiques identifiées comme des bonnes pratiques. « Ceci est à saluer dans la mesure où elles seront accompagnées d'engagements financiers, d'un calendrier de mise en œuvre et bel et bien adoptées dans les politiques publiques. Nous attendons cependant de voir sa traduction concrète », nuance Philippe Jahshan, président de Coopération SUD. La France s'est aussi engagée, et c'est positif, à hauteur de 6,2 millions d'euros pour le fonds des prix Nobel de la paix Denis Mukwege et Nadia Murad en soutien aux femmes victimes de violences sexuelles en temps de conflits. Quant à la promotion de l'éducation des jeunes filles, l'amélioration des conditions d'accès aux soins de santé, rien de concret n'est sorti du G7. « L'égalité femmes-hommes avait été annoncée comme étant une priorité de ce G7. Pour autant, les engagements politiques et financiers actés par les leaders du G7 sur les droits des femmes ne suffisent pas à convaincre : la diplomatie féministe voulue par Emmanuel Macron peine à se concrétiser notamment face à Donald Trump qui avait déclaré que l'égalité femmes-hommes était un sujet « niche » de ce G7. Nous appelons le président de la République à s'emparer d'un agenda résolument féministe pour faire front face aux conservatismes de toutes parts sur les droits des femmes », martèle Sophie Chassot, experte droits des femmes à CARE France, ONG membre du W7 et de Coopération SUD.

L'Afrique et plus particulièrement le Sahel étaient également une des priorités affichées par la présidence française. Mais sur ce point, le sujet a essentiellement porté sur les questions sécuritaires. S'il est certain que la paix et la sécurité sont des conditions nécessaires au développement et que la mise en œuvre des politiques publiques est entravée par les conflits locaux ou nationaux, l'engagement des pays du G7 à promouvoir l'éducation, l'accès aux soins, le développement économique et à investir dans la lutte contre la faim n'est resté que déclaratif. Seule, l'initiative « Afawa », qui vise à faciliter l'accès aux prêts bancaires des femmes et de promouvoir l'entrepreneuriat féminin en Afrique, donne un peu de concret à cette préoccupation affichée vis-à-vis du continent africain. Il reste donc beaucoup à faire en matière d'aide publique au développement, tant en termes d'augmentation des contributions financières de chaque pays et l'atteinte de 0,7 % du RNB que sur les enjeux spécifiques de santé, d'éducation, de lutte contre les effets des changements climatiques ou de respect du droit international humanitaire et du droit des réfugié-e-s. Et à ce stade, aucun nouvel engagement concret n'a été pris ! De même, la question de la fiscalité comme levier de réduction des inégalités et de redistribution des richesses n'a été qu'à peine effleurée...

Le G7 n'est pas un instrument de gouvernance mondiale. Il ne peut que promouvoir des initiatives et prendre des engagements, possiblement repris par d'autres pays. Force ou faiblesse, on ne peut que constater que le bilan n'est pas à la hauteur des enjeux et

qu'il est bien difficile de retrouver dans les différents documents sortis du sommet les recommandations faites par les ONG. Le G7 n'est pas le seul lieu de discussion en matière de solidarité internationale, fort heureusement. Coordination SUD qui a animé le C7, continuera à porter la voix de la société civile dans tous les cadres de discussion afin qu'un monde plus égalitaire, plus juste, ne laissant personne de côté soit rendu possible. Le président de la République a annoncé vouloir faire le bilan du G7 de Biarritz dans les mois prochains et réunir les acteurs impliqués. A cette occasion, Philippe Jahshan rappelle que « *Coordination SUD est prête à prendre au mot le président de la république et sera pleinement disponible pour contribuer à ce suivi et porter sa vision de la solidarité internationale et ses propositions concrètes pour lutter contre les inégalités mondiales* ».

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Le **C7** (Civil Society 7) est un groupe d'engagement du G7 créé en 2000 lors du Sommet du G7 d'Okinawa au Japon. Il a pour objectif de porter les recommandations des acteurs non étatiques dans le cadre des processus de négociation du G7. Le C7 rassemble quelques 170 organisations de la société civile et associations des pays membres du G7. Sous la présidence française du G7 en 2019, le C7 est coordonné par Coordination SUD. Suivre l'actualité du C7 : coordinationsud.org